

En Allemagne, comme ailleurs, l'hostilité aux immigrés croît sans cesse. Une tendance que le discrédit de la classe politique n'aide pas à combattre

L'Europe malade de la xénophobie

Depuis la fin du mois d'août, l'Allemagne a été en proie à des accès d'agitation et de confusion politique autour des questions de l'intégration, du multiculturalisme et de la culture « nationale » comme « culture de référence » (*Leitkultur*), provoquant des débats qui ont eu pour corollaire d'aggraver, au sein du grand public, les tendances xénophobes.

Ces tendances ne sont pas nouvelles ; études et sondages font apparaître depuis longtemps une hostilité aux immigrés, croissante mais silencieuse. Or, tout se passe comme si elles venaient, tout à coup, de se trouver une voix. Les stéréotypes habituels ont brusquement quitté le comptoir des bistrotiers pour prendre d'assaut les talk-shows et investir le discours des hommes ou des femmes politiques les plus en vue, pressés de séduire un électoralat potentiel tenté par la dérive droitiste. Deux événements ont conduit à ce chassé-croisé des émotions, qu'on est bien en peine encore de situer sur l'éventail politique – un livre écrit par Thilo Sarrazin, membre du Parti social-démocrate (SPD) et du directoire de la Banque centrale allemande, et un discours prononcé par le nouveau président fédéral d'Allemagne, Christian Wulff (Union chrétienne-démocrate, CDU).

Tout a commencé avec la publication dans la presse des « bonnes feuilles » les plus provocantes de *Deutschland schafft sich ab* – « L'Allemagne court à sa perte » –, ouvrage où on lit que l'avenir de ce pays est menacé par la « mauvaise » immigration, celle issue des pays musulmans. Thilo Sarrazin avance des propositions de politique démographique ciblant la population musulmane d'Allemagne. A partir de recherches portant sur l'intelligence, il discrimine cette minorité en recourant à des conclusions biologiques fausses, qui néanmoins ont trouvé là une publicité d'une ampleur inhabituelle.

Si le personnel politique en place s'est spontanément opposé à ces thèses, celles-ci ont remporté un succès populaire. Un sondage révéla ainsi que plus d'un tiers des Allemands souscrivait au diagnostic de Thilo Sarrazin selon lequel l'Allemagne devenait, « dans la moyenne, de plus en plus bête » du fait de l'immigration en provenance des pays musulmans.

Les réponses en demi-teinte de la poignée de psychologues consultés par la presse laissant l'impression que, après tout, il pourrait bien y avoir quelque chose sous ces allégations, on assista alors du côté des médias et des politiques à un progressif changement d'humeur à l'endroit de Thilo

« Ce qui constitue une véritable source d'inquiétude, c'est que des politiciens peu scrupuleux soient en train de découvrir qu'ils peuvent distraire les angoisses de leurs électeurs en les incitant à l'agression ethnique »

Sarrazin. Il fallut plusieurs semaines avant que ne soit publiée dans un journal une réfutation en règle de l'usage pseudo-scientifique qu'il faisait des statistiques. L'auteur de cet article, Armin Nassehi, sociologue respecté, démontrait ainsi comment Thilo Sarrazin avait « naturalisé » l'interprétation des mesures de l'intelligence, selon des procédés qui avaient été scientifiquement discrédités il y a déjà plusieurs décennies, aux Etats-Unis notamment.

Mais cette introduction d'une objectivité dégrisée dans la polémique venait trop tard. Le poison distillé par Thilo Sarrazin, en renforçant l'hostilité culturelle aux immigrés par des arguments génétiques, semblait avoir pris racine dans les préjugés populaires. Lorsqu'Armin Nassehi et Thilo Sarrazin se présentèrent pour débattre à la Maison de la littérature de Munich, il se produisit comme un effet de meute au sein d'une assistance essentiellement issue des



Jürgen Habermas

Philosophe

Né en 1929, il a dirigé l'Institut de recherche sociale à Francfort-sur-le-Main (Allemagne) en prenant la suite de Theodor Adorno jusqu'en 2001. Théoricien du « patriotisme constitutionnel » – l'attachement à la démocratie au-delà de la nation –, il intervient régulièrement dans la presse. (PHOTO: AFP)

classes moyennes cultivées, qui refusa ne serait-ce que d'entendre les objections aux arguments de Thilo Sarrazin.

Le second événement médiatique qui mit l'Allemagne sens dessus dessous fut la réaction au discours prononcé par le président fédéral nouvellement élu, Christian Wulff, à l'occasion des vingt ans de l'unification allemande. Dans son allocution du 3 octobre 2010, Christian Wulff avait pris la liberté de réaffirmer une idée somme toute banale, déjà défendue par ses prédécesseurs, à savoir qu'à l'instar du christianisme et du judaïsme, « l'islam faisait également partie de l'Allemagne ».

Ce discours lui a valu une ovation au Parlement de la part de l'ensemble des notabilités politiques qui y étaient réunies. Mais, le lendemain, la presse conservatrice tira à boulets rouges sur le thème de la place de l'islam en Allemagne dans les propos présidentiels. Comme le montre ce qui s'est passé avec Thilo Sarrazin et avec Christian Wulff, ce qui constitue une véritable source d'inquiétude, c'est que des politiciens peu scrupuleux soient en train de découvrir qu'ils peuvent distraire les angoisses de leurs électeurs en les incitant à l'agression ethnique contre des groupes sociaux plus défavorisés qu'eux-mêmes.

N'en doutons pas, la mauvaise habitude qui consiste à exciter les préjugés est un phénomène qui va bien au-delà de l'Allemagne. Au moins, nous n'en sommes pas encore, comme aux Pays-Bas, au point où

notre gouvernement devrait compter sur le soutien d'un populiste de droite comme Geert Wilders. A la différence de la Suisse, aucune mesure n'a encore été prise pour interdire la construction de minarets. Et lorsqu'on compare les données des enquêtes européennes sur l'hostilité envers les immigrés, on ne remarque pas à propos de l'Allemagne de résultats extrêmes.

Si l'on tient compte, cependant, de ce que l'histoire allemande a compté d'horreurs, on se dit que l'idée de développement social et politique n'a pas nécessairement, en Allemagne, le même sens que dans les autres pays. N'y aurait-il pas, dès lors, des raisons de craindre une possible reviviscence des mentalités « anciennes » ?

Tout dépend de ce que l'on entend par « ancien ». Ce à quoi nous assistons n'a sans doute pas grand-chose à voir avec les années 1930. Il est probable en revanche qu'est en train de se rejouer quelque chose des controverses du début des années 1990, quand l'arrivée de milliers de réfugiés de l'ex-Yougoslavie déclencha un débat sur les demandeurs d'asile, quand la CDU et son parti frère bavarois la CSU (Union chrétienne-sociale) affirmèrent avec force que « l'Allemagne n'était pas une terre d'immigration ». C'est alors que les foyers de réfugiés se mirent à flamber et que les sociaux-démocrates battirent en retraite en donnant leur accord à un compromis parlementaire misérable sur le droit d'asile.

Hier comme aujourd'hui, pour attiser la dispute, on jouait sur le sentiment que la culture nationale était en danger, et était tenue de s'affirmer comme la « culture de référence » à laquelle doit se plier tout nouvel arrivant. Dans les années 1990, cette controverse avait pour contexte la réunification toute fraîche et l'idée que l'Allemagne avait enfin, au terme d'un chemin pénible, acquis la mentalité capable de soutenir une lecture démocratique de la Constitution. Aujourd'hui, la thématique de « la culture de référence » ne repose plus que sur l'idée fautive selon laquelle l'Etat libéral devrait exiger plus de ses immigrés que l'apprentissage de la langue du pays et l'acceptation des principes constitutionnels. Il nous restait encore, au début des années 1990, à dépasser la conception selon laquelle les immigrés sont censés assimiler les « valeurs » de la culture majoritaire et adopter ses « coutumes » – apparemment, nous n'y sommes toujours pas parvenus.

« Les stéréotypes habituels ont brusquement quitté le comptoir des bistrotiers pour prendre d'assaut les talk-shows »

Que nous soyons confrontés à une rechte dans l'interprétation ethnique de notre Constitution démocratique n'est déjà pas une bonne nouvelle, mais que nous définissions désormais la « culture de référence » moins à partir de la culture allemande qu'à partir de la religion, voilà qui n'arrange rien. Les apologistes de la « culture de référence » invoquent une « tradition judéo-chrétienne » qui « nous » distinguerait des étrangers, avec, au passage une arrogante annexion du judaïsme faisant fi, avec un mépris incroyable, de ce que les juifs ont souffert en Allemagne.

Je ne sous-estime pas l'ampleur des sentiments nationalistes accumulés, ce qui

n'est d'ailleurs pas un phénomène limité à l'Allemagne ; mais, à la lumière des événements actuels, il est une autre tendance qui me paraît tout aussi préoccupante : celle qui consiste à accorder sa préférence aux figures apolitiques qui évoluent sur la scène publique. Une tendance qui renvoie à une caractéristique problématique de la culture politique de ce pays : le rejet des partis et de la politique des partis.

Au cours de l'élection par le Parlement du président fédéral, cet été, Joachim Gauck, militant des droits civiques sans expérience politique et non inscrit, s'est trouvé être le candidat opposé à Christian Wulff, homme politique de carrière. Contre la majorité du collège électoral, Joachim Gauck, un pasteur protestant dont l'histoire tient avant tout à son opposition à l'ancien régime est-allemand, a gagné les cœurs d'une grande part de la population et a failli remporter l'élection.

C'est encore ce même attrait pour les figures charismatiques qui ne se mêlent pas aux querelles politiques que l'on peut déceler dans la déconcertante popularité dont jouit notre aristocratique ministre de la défense, Karl-Theodor zu Guttenberg. Sans faire valoir beaucoup plus que son arrière-plan familial et une judicieuse garde-robe, celui-ci est parvenu à éclipser la popularité d'Angela Merkel.

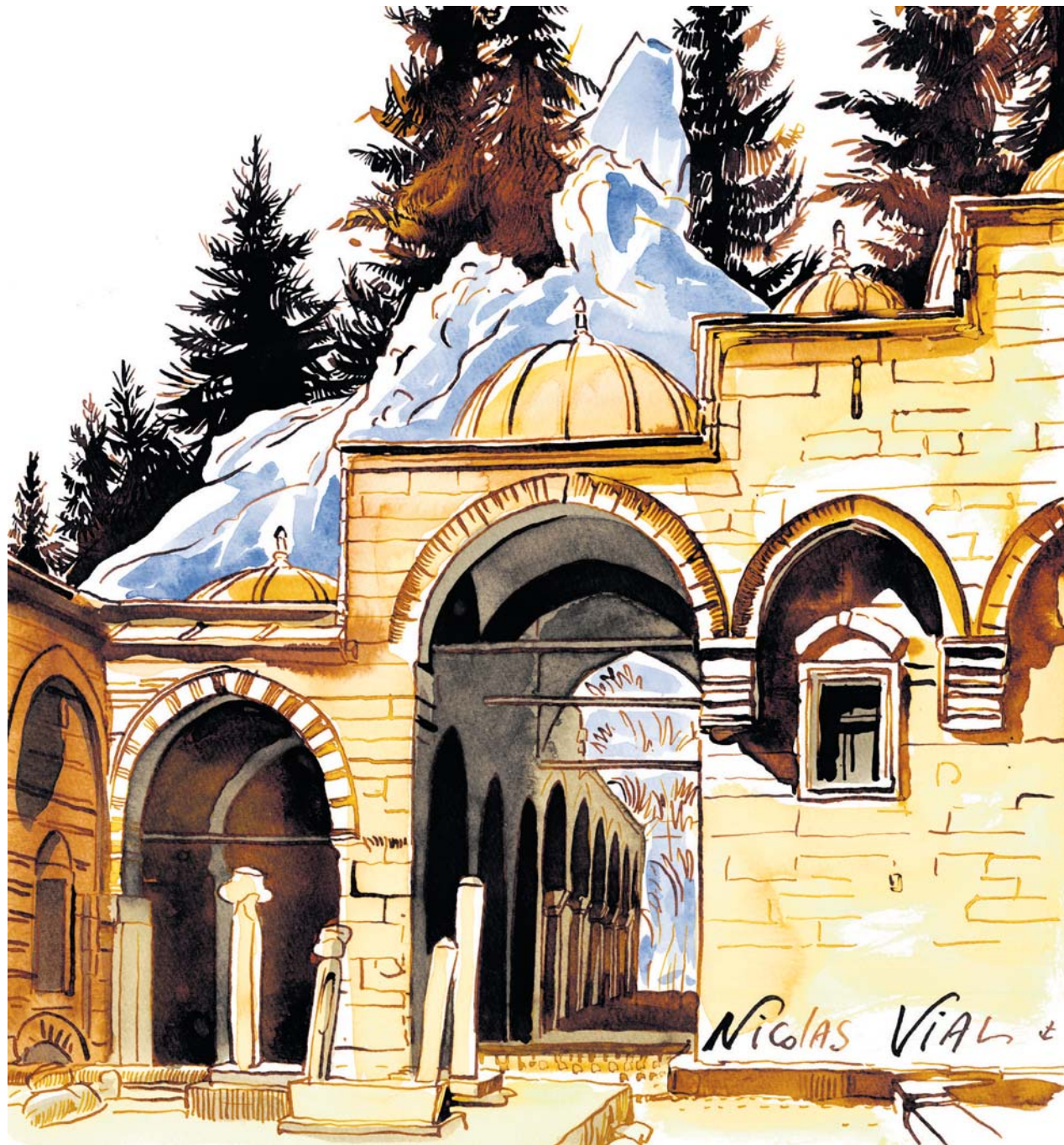
Plus préoccupantes encore sont ces manifestations dont nous avons été récemment les témoins à Stuttgart, qui ont vu des dizaines de milliers de personnes protester contre le projet de démolition de l'ancienne gare par les chemins de fer fédéraux (Bundesbahn). Ces manifestations, qui ont duré des mois, rappellent à certains égards le spontanéisme de l'opposition extraparlamentaire des années 1960. A cette différence près, cependant, qu'aujourd'hui ce sont des gens de tous âges et de toutes conditions qui descendent dans la rue, et que leur objectif immédiat est conservateur : préserver un monde familial dans lequel la politique fait irruption comme le bras armé d'un supposé progrès économique.

Or, il est apparu que les autorités n'avaient pas fourni une information suffisante, de sorte que les citoyens n'avaient pas pu se forger une opinion convenablement informée pour fonder leur choix. Prétendre aujourd'hui qu'ils n'ont plus leur mot à dire sur le cours des choses revient donc à se reposer sur une compréhension formelle de la démocratie. La question est alors la suivante : la participation aux procédures démocratiques n'a-t-elle pour signification fonctionnelle que de réduire au silence la minorité battue, ou bien est-elle sous-tendue par une signification délibérative qui intègre les arguments des citoyens au processus démocratique de formation de la volonté générale et de l'opinion ?

Les motivations qui sous-tendent chacun de ces trois phénomènes – la peur des immigrés, l'attrait pour des figures charismatiques apolitiques et la rébellion populaire de Stuttgart – sont différentes. Mais elles se rejoignent pour traduire par un effet cumulatif un malaise croissant face à un système politique replié sur lui-même et de plus en plus désarmé. Plus le champ d'action des gouvernements nationaux se rétrécit, plus la politique se soumet docilement à ce qui se présente comme des impératifs inévitables, économiques ou autres, et plus la confiance du peuple dans une classe politique résignée diminue.

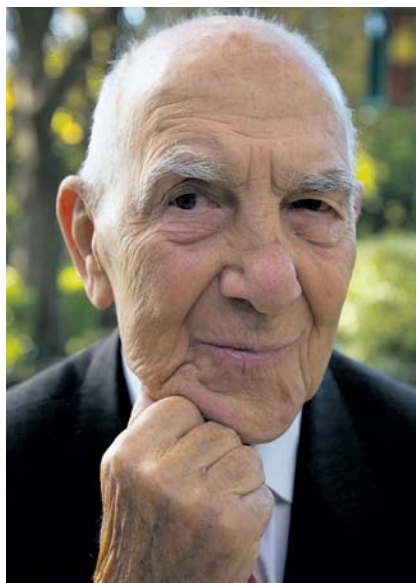
Les Etats-Unis ont élu un président doté d'une vision et d'une lucidité politique, fût-il lui aussi pris d'assaut sur tous les fronts et en butte à des sentiments de plus en plus mêlés. Ce dont nous avons besoin en Europe, c'est d'une classe politique revitalisée, qui surmonte son propre défaitisme avec un peu plus de perspectives, de résolution et d'esprit de coopération. La démocratie dépend de la capacité du peuple à croire qu'une certaine marge de manœuvre existe qui nous permette de façonner l'avenir et d'affronter tous ses défis. ■

Traduit de l'anglais par Christian Bouchindhomme © « The New York Times » Syndicate



« Indignez-vous ! », un cri qui porte loin

La brochure publiée, en octobre, par une petite maison d'édition, a déjà rencontré près de 500 000 lecteurs



LAURENT GIRAUDOU/OPALE

En quarante ans de vie de libraire, je n'ai jamais vu un tel phénomène ! Jean-Marie Sevestre, le patron de Sauramps, la grande librairie du centre de Montpellier, n'en revient pas. Depuis le 1^{er} décembre 2010, il a vendu 8 500 exemplaires d'*Indignez-vous!*, la brochure de Stéphane Hessel (Indigène, 32 p., 3 euros). « C'est de la folie. Le 24 décembre, certains clients en ont acheté cinq ou dix pour les offrir. Je pensais que ça allait se calmer après Noël, mais non : depuis, on en vend encore 400 par jour ! »

Ce que décrit Jean-Marie Sevestre, les statistiques à l'échelle nationale le confirment. Selon la base de données Datalib, qui réunit environ 200 librairies indépendantes, *Indignez-vous!* est non seulement en tête des ventes, avec 80 000 exemplaires écoulés en décembre, mais il devance de très loin le reste du peloton : en deuxième position, Michel Houellebecq, lauréat du prix Goncourt, n'a vendu, au cours de la même période, que 9 500 exemplaires de *La Carte et le Territoire* (Flammariion).

Depuis sa parution, le 20 octobre, *Indignez-vous!* a déjà été vendu à 450 000 exemplaires, avec notamment de très fortes percées dans le Midi toulousain et en Bretagne, selon Sylvie Crossman, l'éditrice de Stéphane Hessel. Cette ex-journaliste, qui fut notamment correspondante du *Monde* à Los Angeles et à Sydney, n'est pas habituée à de tels chiffres. Indigène, la petite maison qu'elle a fondée, en 1996, avec son compagnon, Jean-Pierre Barou, un ex-militant de la Gauche prolétarienne passé par les éditions du Seuil, était jusque-là coutumière des tirages confidentiels.

Créé dans le but de « favoriser le dialogue entre nos sociétés et les sociétés dites "primaires" », Indigène a lancé, en 2009, une nouvelle collection, « Ceux qui marchent contre le vent », destinée à abriter des « textes militants en faveur d'une révolution des consciences ». Septième titre de cette collection, *Indignez-vous!* a d'abord été tiré à 8 000 exemplaires. « Nous en sommes aujourd'hui à 650 000 », explique Sylvie Crossman, qui a cédé les droits en Italie, et s'apprête à les vendre en Grèce, en Angleterre, en Pologne et aux Etats-Unis.

« Insurrection pacifique »

Comment expliquer un tel succès ? D'abord quelques mots de l'objet. Etabli par les deux éditeurs à partir de trois conversations d'une heure et demie qui se sont tenues, au printemps 2010, au domicile parisien de Stéphane Hessel, ce texte qui se lit en un quart d'heure se présente à la fois comme un constat, un programme et un discours de la méthode.

Le constat tient en une phrase : « Dans ce monde, il y a des choses insupportables. » L'inventaire est vaste. Il va du national au global, Hessel s'insurgeant d'abord contre « cette société des sans-papiers, des expulsions, des soupçons à l'égard des immigrés, (...) où l'on remet en cause les retraites, les acquis de la Sécurité sociale (...), où les médias sont entre les mains des nantis », avant de dénoncer « l'immense écart qui existe entre les très pauvres et les très riches et qui ne cesse de s'accroître », les atteintes aux droits de l'homme et les menaces qui pèsent sur l'état de la planète.

Le programme, quant à lui, s'articule autour de deux textes. Il s'agit d'abord des mesures adoptées, en 1944, par le Conseil

national de la Résistance, qui préconisait « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale ». Il s'agit ensuite de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), à la rédaction de laquelle Stéphane Hessel a participé comme chef de cabinet d'Henri Laugier, alors secrétaire général adjoint de l'ONU.

Reste le discours de la méthode. Sur ce point, l'horizon référentiel de Stéphane Hessel est plus complexe qu'il n'y paraît. Stigmatisant « l'indifférence » comme « la pire des attitudes », Stéphane Hessel vante les mérites de « l'engagement ». Mais lequel ? Le texte, ici, est assez ambivalent.

D'un côté, dans le sillage de Martin Luther King ou de Nelson Mandela, l'auteur se fait le chantre de la « non-violence ». Convaincu de la « capacité des sociétés modernes à dépasser les conflits par une compréhension mutuelle et une patience vigilante », il plaide pour une « insurrection pacifique », une notion présente dans l'appel du 8 mars 2004 qu'il cosigna avec d'autres anciens résistants, comme Lucie et Raymond Aubrac, Daniel Cordier, Maurice Kriegel-Valrimont, Germaine Tillion et Jean-Pierre Vernant.

D'un autre côté, Hessel ne condamne pas en bloc toute forme de violence. Se référant, ici, à Jean-Paul Sartre, il affirme ainsi que, si « on ne peut pas excuser les terroristes qui jettent des bombes », on peut du moins les « comprendre ». A l'appui de sa thèse, l'auteur cite le cas des Palestiniens : « Il faut reconnaître que lorsque l'on est occupé avec des moyens militaires supérieurs aux vôtres, la réaction populaire ne peut pas être que non violente. »

Conjoncture favorable

Hessel, on le voit, brasse large. A l'exception de sa position déjà connue depuis longtemps sur le Proche-Orient, et contre laquelle s'est notamment élevé le politologue Pierre-André Taguieff, les causes qu'il défend, comme les textes auxquels il se réfère, sont on ne peut plus consensuels. Telle est sans doute l'une des clés du succès. Une autre tient à l'auteur : né en Allemagne, en 1917, et installé en France depuis 1924, il est l'incarnation parfaite de « l'homme européen » ; rallié au général de Gaulle, dès 1941, puis déporté à Buchenwald et à Dora, il suscite l'admiration des héros et l'empathie des victimes ; normalien féru de poésie et diplomate rompu aux négociations multilatérales, il cultive une double image de pragmatisme et d'idéalisme, propre à séduire les romantiques et à rassurer les réalistes.

Paré de l'aura dont jouissent les derniers témoins de la geste résistante – ce qu'illustre notamment le succès des *Mémoires de Daniel Cordier (Alias Caracalla)*, Gallimard, 2009 –, Hessel bénéficie enfin d'une conjoncture favorable. « Ce livre n'aurait pas eu de sens il y a dix ans, nous explique-t-il de sa voix ronde au timbre inimitable. En 2000, on sortait d'une décennie admirable : après la chute du mur de Berlin, il y a eu cinq grandes conférences mondiales – à Rio sur l'environnement, à Vienne sur les droits de l'homme, à Pékin sur les femmes, à Copenhague sur l'intégration sociale et à New York sur les Objectifs de développement du millénaire – qui nous permettaient d'aborder le XXI^e siècle avec confiance. Depuis, on est sur une pente descendante, avec le 11-Septembre, la guerre contre le terrorisme, huit ans de Bush, puis la crise financière, avec, au final, le sentiment qu'aucun gouvernement n'est capable de résoudre les problèmes. »

Coincitant avec le succès du *Manifeste des économistes atterrés* (Les liens qui libèrent, 70 p., 5,50 euros), un autre petit texte qui se classe au quatrième rang des meilleures ventes en librairie, en décembre, selon Datalib, *Indignez-vous!* est, d'après son éditrice, « arrivé à point nommé, en touchant un sentiment de désarroi redoublé par l'adoption de la réforme des retraites ». D'un côté des économistes « atterrés », de l'autre un vieux sage « indigné » qui attend de sa « toute petite brochure » qu'elle incite « les gens, et surtout les jeunes qui ont tendance à se désengager, à prendre leur destinée en main » : décidément, la colère se vend très bien.

Seize mois avant l'élection présidentielle, cela ne constitue sans doute pas un programme de gouvernement. Mais à coup sûr un sérieux avertissement. ■

Thomas Wieder

A la suite de l'immense succès du petit livre de Stéphane Hessel, « Le Monde » a demandé à des personnalités de divers horizons de commenter leur propre sujet d'indignation

Et vous,

Raisonner et non s'indigner

J'ai beaucoup de tendresse, d'admiration, pour Stéphane Hessel avec qui j'ai beaucoup de concordances de vue mais je m'indigne qu'on nous demande de nous indigner parce que l'indignation est le premier temps de l'engagement aveugle. Il faut nous demander de raisonner et non de nous indigner.

Boris Cyrulnik, neuropsychiatre

L'abandon des jeunes

L'indignation, c'est la base de l'envie d'entreprendre ! Une raison parmi mille de m'indigner : la passivité des politiques publiques vis-à-vis de la jeunesse. On est en train de fabriquer une génération de gosses en situation d'exclusion. Partout dans les structures d'accueil, de soins, d'hébergement d'urgence, apparaissent des jeunes de 18 à 25 ans qu'on ne voyait pas jusqu'alors. Pourquoi ? Parce que c'est une tranche d'âge qui n'a pas accès aux dispositifs sociaux, et qui, de ce fait, se retrouve dans l'impasse.

On laisse les jeunes se casser la gueule et entrer dans une spirale d'exclusion. On pourrait imaginer qu'un pays confiant dans son avenir, et donc dans sa jeunesse, mette le paquet sur cette question, mais on ne voit émerger aucune politique publique susceptible d'y faire face. Cela va provoquer des catastrophes.

Jean-Marc Borello
fondateur du Groupe SOS

La peur du fou

Mon coup de gueule, c'est contre la façon dont est traitée la psychiatrie et contre la représentation des malades mentaux. L'honneur d'une société se mesure à la manière dont elle traite ses prisonniers et ses fous. Or, ces dernières années, on revient à une vision excluante et carcérale de la maladie mentale. C'est comme si la folie revenait dans le champ de la dangerosité à la faveur d'événements tragiques et spectaculaires comme le double meurtre de Pau par un malade mental, en décembre 2004. On entend parler de loi de rétention de sûreté, de centres fermés... On revient à la peur du fou alors que nous nous sommes battus depuis trente ans pour qu'il réintègre la vie de la cité.

Serge Hefez, psychiatre, psychanalyste

L'« affaire » des Roms

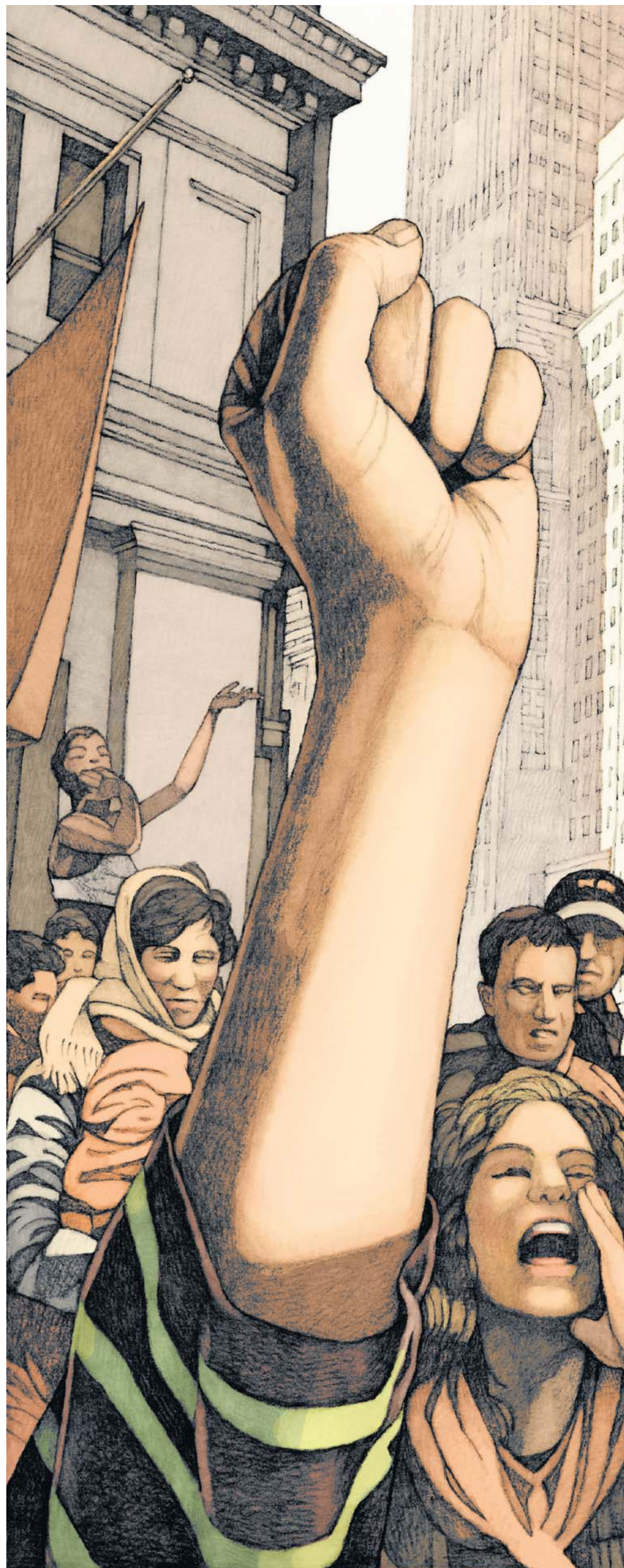
Jamais je n'ai été autant choqué en politique que par cette affaire des Roms. J'étais déjà indigné par le débat sur l'identité nationale, qui n'en était pas un mais cherchait à stigmatiser une partie de nos concitoyens pour des raisons électorales. Pourtant, l'originalité de l'identité nationale française réside justement dans son approche universaliste de l'humanité et dans sa tradition du droit d'asile. Ce n'est pas un sujet de gauche ou de droite. Soit on aime les différences des autres qui nous enrichissent, soit on les stigmatise pour trouver un coupable à ses problèmes : un jour ce sont les Arabes, un autre les juifs, un autre les Noirs, et un autre les Roms !

Jean-François Rial
PDG de Voyageurs du monde

L'injustice faite aux femmes

L'injustice, c'est-à-dire ne pas être rétribué en fonction de ce que l'on a fait, comme dans le cas du petit garçon qui se fait gronder alors que c'est l'autre qui l'a attaqué. Parmi les injustices monumentales, celles qui me révoltent le plus sont les injustices faites aux femmes. Il n'y a rien à faire : quand je vois, par exemple, la façon cavalière avec laquelle une femme se fait rabattre le caquet en public par son compagnon, je suis envahie par un sentiment de colère et d'indignation.

Françoise Héritier,
professeur honoraire
au Collège de France



Les mensonges des banquiers

Récemment, rien ne m'a plus indigné que ce que montre le documentaire *Inside Job*. D'une façon pas du tout racoleuse, pas du tout à la Michael Moore, le réalisateur met au jour les mensonges des grands banquiers, leur complicité avec de grands universitaires et la corruption des gouvernements. Le pire, c'est qu'à la fin tous ces gens, qui auraient dû être pénalisés pour les dégâts économiques et sociaux dont ils sont responsables, gardent leurs maisons et leurs appartements sur la 5^e Avenue à New York, et que ce sont les mêmes qui gravitent autour d'Obama aujourd'hui. Ce film, c'est une petite bombe à explosion.

Katherine Pancol, écrivain

L'épisode Anelka

Je suis indigné par la manipulation qui ravage nos sociétés. Les régimes totalitaires sont les rois de la manipulation,

autres otages français enlevés sur le site d'Areva, au Mali, sont assignés à un anonymat aussi mal augurant que discriminatoire ?

Didier Porte, humoriste

Sentiment de haine

Ce qui m'a indigné cette année est la manière dont ont été traités les Roms, et plus encore la tentative de gouvernement de créer le sentiment de haine envers une population différente... si peu différente.

Christian Boltanski, plasticien

Protection de la vie privée

2010 a été une année charnière au cours de laquelle les phénomènes liés aux usages du numérique, Internet, géolocalisation des personnes et des biens, etc., ont profondément modifié la donne en matière de protection de la vie privée et des données personnelles. A ce jour, aucune instance internationale n'a pris la

La place du travail dans les médias

Que des gens bourrés de pognon se permettent d'en faire virer d'autres qui en ont peu, au prétexte qu'ils coûteraient trop cher. Fin octobre, Molex a annoncé des bénéfices record et une hausse de 15 % des dividendes aux actionnaires. Mais nous, on était trop payés ! Dans les médias, on ne parle que du coût du travail. Cela induit l'idée qu'il est normal que des usines ferment. Ce qui m'indigne, c'est le traitement lamentable des travailleurs dans les médias. Face à Sarkozy, les journalistes ne répliquent pas. Ils doivent venir sur le terrain, demander à ceux qui ont attrapé un cancer professionnel s'ils veulent travailler deux ans de plus pour sauver les retraites.

Guy Pavan,

ex-délégué syndical chez Molex

La renaissance des populismes

L'indifférence publique face à la disparition d'une certaine idée de la France et de

qu'aux entrepreneurs ! Ils consultent peu les médecins, car disent qu'ils n'ont pas le temps d'être malade. Et, en tant que travailleurs non salariés, ils ne sont pas soumis à la médecine du travail. La souffrance patronale est pourtant une réalité.

Olivier Torres,

président de l'Observatoire Amarok

Une sorte d'hébétude

La démesure extrême de l'accumulation financière, qui casse toutes les valeurs. Elle casse le lien entre les citoyens, et permet le développement d'un type de société que je trouve tout à fait exécrationnel. Il ne peut y avoir de pacte social fondé uniquement sur la compétitivité. Coopérer est essentiel. C'est parce que cette société est insupportable que tant de gens croient

La faim « physique » et « intellectuelle »

Ce qui m'indigne est la faim « physique » (il est inacceptable que nous tolérions que des hommes meurent de faim) et la faim « intellectuelle » (tous les enfants du monde devraient avoir accès à l'éducation et non être la proie des « bourreurs de crâne ». Ils devraient tous pouvoir fréquenter l'école laïque révisée par la III^e République. Ainsi nous aurions peut-être moins de fanatiques religieux, moins de violence, moins de chômage, moins de victimes des marchands d'illusions – astrologie, vie éternelle, soupouces volantes, remèdes miracles, sources d'énergie non polluantes, etc. Tout ceci me fait penser à une phrase de Victor Hugo : « C'est une triste chose de penser que la nature parle et que le genre humain n'écoute pas. »

André Brahic, astrophysicien

trouver dans le communautarisme un refuge contre le malheur. Cela dit, l'indignation est une valeur essentielle. Mais, une indignation profonde implique que l'on croie à un monde meilleur. Or, aujourd'hui, on est face à une sorte d'hébétude, de sentiment que rien ne peut être fait.

Claude Alphandéry, président du Laboratoire d'économie sociale et solidaire

Les marges des distributeurs

Le poids de la distribution. Elle a pris trop de poids par rapport aux politiques et aux médias, trop de liberté par rapport aux principes républicains. Ses responsabilités ont les moyens de tout acheter, y compris la presse. Ils n'en sont plus à acheter des minutes de publicité mais des émissions entières. Et lorsque vous, producteurs, vous essayez de faire passer un message, il n'est pas pris en compte, pas relayé. Même si les marges que se prend la distribution sont abusives et que même les consommateurs le disent. Les politiques, ils s'en émeuvent mais ils n'en tiennent pas compte eux-mêmes : ils se contentent de faire des observatoires pour observer.

Patrick Benezit, éleveur de bovins

La mort des êtres exceptionnels

Je n'ai pas l'habitude de m'étrangler d'indignation. Car pour s'indigner, il faut déjà être digne de s'indigner : en amont d'elle-même, l'indignation oblige. Mais enfin, comme (presque) tout le monde, me mettent en révolte, dans des registres différents, les bombardements de villes, l'injustice crasse, le discours de Grenoble, l'arrogance béate des ego infatués... Me choque également, au plus profond de moi-même, la mort des êtres exceptionnels, ceux que je juge infiniment précieux, sans que je sache vers qui ou vers quoi diriger ma sourde et vaine protestation.

L'indifférence face au désenchantement des jeunes

La France de 2010 martèle à l'intention de la jeunesse qu'elle doit gagner à la force du poignet son indépendance, mais lui refuse toute opportunité d'autonomie. Impossible d'avoir un logement sans contrat à durée indéterminée, impossible de trouver cet emploi sans cumuler deux, trois, voire cinq ans de stages non gratifiés, toutes ces choses sont refusées à cet âge réputé si peu fiable. Stagiaire vendeur ou chef de cabinet, gagnant, en travaillant jusqu'à soixante heures par semaine, deux fois moins que le revenu de solidarité active, ils sont plus d'un million à contribuer à l'économie dans l'indifférence et l'ingratitude générales. Un jeune sur quatre est au chômage, et invariablement se voit répondre en entretien qu'il doit auparavant « faire ses preuves », idéalement loin de la France, laquelle méprise sa jeunesse et a pourtant celle qu'elle mérite. Face à ce constat kafkaïen, le silence assourdissant des pouvoirs publics – qui attend doucement que la jeunesse vieillisse sans comprendre les effets à long terme de l'indifférence – s'avère, comme le rappelle Stéphane Hessel, « la pire des attitudes » face au désenchantement des plus jeunes.

Ophélie Latil, Génération précaire

tion : je ne comprends tout simplement pas qu'ils meurent exactement comme tout le monde, des mêmes maladies, dans les mêmes souffrances, sans sursis ni ménagement particuliers. Cette indignation-là, la plus forte de toutes, est sans doute le revers même de l'amour.

Etienne Klein, physicien

2010, année hors la loi

L'indignation est une imposture morale. C'est au demeurant ce qui aura ressemblé le plus à cette misérable année. Donc, pas d'indignation, mais le constat d'un bilan. L'année 2010 a bien été une année judiciairement illisible, parce que les causes qui y furent tranchées l'avaient été dans le même temps hors des prétoires. De Clearstream, où l'audience ne fut que le très marginal théâtre d'une vérité veracement débat-

ne et terrible obsolescence du droit. Hors la boussole du droit, la justice a donc été rendue par des apprentis sorciers aux constructions intellectuelles orientées par des ambitions égarées à la simple justice. Les mises en cause ont fusé, les jugements, eux, se sont perdus, inaudibles dans le tumulte... et quand aux juges, ils ont été tout simplement dessaisis.

Jean-Marc Fedida, avocat

Menaces d'expulsion

La menace qui pèse aujourd'hui sur Yiling Xu et ses parents qui vivent et travaillent en France depuis huit ans. Un titre de séjour leur ayant été refusé, ces derniers sont sous le coup d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Yiling, élève de 2^e au lycée Charlemagne, à Paris, souhaite poursuivre ses études en France. Elle et son jeune frère risquent donc d'être séparés de leurs parents, et la famille éclatée.

Maylis de Kerangal, écrivain

Le cynisme glorifié

Le soldat Manning est en prison. Il a 23 ans et risque d'y rester cinquante ans : on l'accuse d'être la source des informations publiées par WikiLeaks. Presque tous les politiques appellent à la répression contre WikiLeaks, arguant même parfois que « la transparence illimitée, c'est le totalitarisme ». Sont-ils incultes au point d'ignorer que le totalitarisme est l'exact contraire, l'opacité sans faille ? Indignations : contre la punition du Juste, et contre les arguments de tricheur qui la justifient. Indignation face à toutes les maladies du pouvoir et du profit, devant l'égoïsme et la pusillanimité des puissants. Devant le cynisme glorifié, les milliards des uns et la misère des autres, et les ricanelements devant le mot de solidarité.

Michel Broué, mathématicien

qu'est-ce qui vous indigne ?

mais les démocraties ne sont pas épargnées. La trajectoire de l'équipe de France au Mondial sud-africain en a été une illustration saisissante, avec des hommes politiques se mêlant de sport pour assurer leur propre promotion et des médias choisissant leurs sujets pour doper les ventes. L'épisode Anelka a été difficile à vivre sportivement, mais, économiquement, cela a été une bonne affaire pour la presse ! Quand l'action n'est plus guidée par une ligne de conduite, il y a danger.

Christian Gourcuff, entraîneur

Les maux du système éducatif

Cent cinquante mille élèves achèvent, chaque année, leur scolarité obligatoire sans une maîtrise de la langue et des sciences qui leur permettra de s'employer et de vivre bien. Ayant donné beaucoup de temps à des commissions, comités, conseils sur l'école, le collège, le lycée, l'enseignement supérieur, la recherche, j'ai constaté que tous les problèmes étaient connus depuis longtemps, qu'il existait de nombreux et excellents rapports, vieux de dix, vingt, cinquante ans ou plus, qui diagnostiquaient les maux de notre système éducatif et proposaient des remèdes auxquels il n'y a pas grand-chose à ajouter.

Antoine Compagnon, professeur au Collège de France

Otages

Pourquoi tous les soirs au journal télévisé, les deux journalistes de France 3 enlevés en Afghanistan, Hervé Ghésquière et Stéphane Taponier, sont désignés par leurs noms alors que les cinq

Une époque Marie-Antoinette

Cette année, ce qui m'a révolté, c'est la dérive autiste du gouvernement. Eric Woerth personnalise assez bien ce nouveau tempérament. On connaissait la droite patriarcale et faussement concernée par la fracture sociale, la droite « droit dans ses bottes », autoritaire et assez peu douée pour le dialogue social. Toutes deux manifestaient malgré tout une certaine bienveillance gaulliste. Le peuple était manipulé mais avec une sorte de respect ou de fausse complicité.

Avec Eric Woerth, on redécouvre une époque Marie-Antoinette, le dialogue social est un dialogue de sourds assumé. Les problèmes, au fond, on ne cherche plus à les résoudre. Il faut juste attendre la date et passer par-dessus l'avis des autres. Eric Woerth était empêtré dans le conflit sur les retraites, pilonné par les médias qui lui découvraient peu à peu une batterie de casseroles peu glorieuses. Affaire Bettencourt, conflits d'intérêts, gestion douteuse de l'argent public... Lui, gardait le sourire. Pris pour cible, offusqué, il finit par conclure : « Il n'y a pas d'affaire Woerth ! » S'il nous le dit... La justice n'est plus nécessaire, Eric sait ce qui est bon. Mensonges ? Langue de bois ? Inconscience ? Bêtise profonde ? Non, c'est pire. C'est le déni, la réalité n'existe plus. Seul l'exercice du pouvoir intéresse pour lui-même. Le peuple doit se taire. Le cynisme et l'autisme règnent.

Cédric Klapisch, cinéaste

mesure du problème et donc les initiatives nécessaires pour préparer « un sommet de la protection de la vie privée des citoyens à l'ère numérique ». Mais, en 2011, les G20 seront présidés par la France et il y aura donc une occasion à ne pas laisser passer.

Alex Türk, président de la CNIL

La bonne conscience

L'inaction provoquée par des indignations éphémères, qui naissent et disparaissent au gré des modes et de l'emballage médiatique. Résultat, ces indignations n'aboutissent jamais et ne servent qu'à se donner bonne conscience.

Michel-Edouard Leclerc, patron du distributeur Leclerc

Le pouvoir corrompt

La crapulerie, j'aime ce mot suranné. Je ne supporte pas les gens malhonnêtes, qui exploitent, trompent, manipulent, piétinent. La sphère politique s'est assainie, mais ce n'est pas le cas des milieux économiques. Le pouvoir corrompt : je constate que plus on en a, plus on se permet des comportements pervers et s'autorise des déviations.

Jean François Roverato, PDG d'Eiffage

l'Europe : concevoir le démantèlement de la zone euro, c'est envisager la fin de l'Europe, avec pour corollaires la montée de l'intolérance et la renaissance des populismes.

Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers

La vision à court terme

La réforme des retraites, certes nécessaire et que j'approuve, a été faite avec une vision comptable, sans régler le long terme, en mobilisant le fonds de réserve des retraites, un instrument qui n'aurait dû jouer qu'après 2030 et qu'on utilise pour combler les déficits à court terme, en lésant les jeunes générations, qui vont devoir passer à la casserole une deuxième fois, c'est-à-dire être à nouveau mis à contribution sans certitude d'avoir, eux, une retraite.

Thierry Déau, PDG de la société Meridiam

La garde à vue

Le retard de la France sur les droits des personnes placées en garde à vue, et la mauvaise volonté de notre pays à se mettre en conformité avec les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme en la matière. Actuellement, une personne gardée à vue n'a pas la possibilité d'avoir un avocat à côté d'elle lorsqu'elle est interrogée. C'est pourtant quelque chose qui est en vigueur aux Etats-Unis depuis 1966, avec l'arrêt Miranda. La Cour européenne des droits de l'homme a pris deux arrêts dans ce sens, en 2008 et 2009, à propos de la Turquie, et la France traîne toujours des pieds. Le gardé à vue ne dispose pas non plus d'un recours pour demander à un juge de mettre fin à sa garde à vue. C'est pourtant l'*habeas corpus*, un texte en vigueur en Angleterre depuis le XIII^e siècle...

M^e Eolas, avocat et blogueur

Souffrance patronale

Deux ou trois entrepreneurs ou patrons de PME se suicident chaque jour en France, dans l'anonymat le plus consternant. On s'intéresse davantage à la santé des baleines bleues ou des animaux d'abattage



BESSIN: MILES HYMAN